

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
ENTRE
LA COMMUNE DE GRASSE
ET
CDC HABITAT SOCIAL**

Entre

La « **COMMUNE DE GRASSE** », identifiée sous le numéro SIREN n° 210 600 698 00 18, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, le Maire, agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu de la délibération n° 2020-XXX en date du XXXX

Dénommée ci-après « **La Commune de Grasse** »

D'une part,

Et

Le bailleur dénommé « CDC Habitat Social » Société Anonyme d'Habitations à Loyer Modéré à Directoire et Conseil de surveillance au capital social de 163 940 080 € enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 552 046 484 dont le siège social se situe au 33, avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris et représentée par sa Direction interrégionale Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse - 22, allée Ray Grassi - 13008 Marseille en la personne de Pierre Fournon

Dénommée ci-après « **CDC habitat** »

D'autre part,

Préambule

La loi du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 prolonge la durée des contrats de ville jusqu'en 2022. Cette prorogation entraîne celle de la géographie prioritaire et des mesures fiscales associées. La circulaire du Premier Ministre du 22 janvier 2019 a confirmé la prorogation de l'abattement de 30 % de TFPB dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV) selon les mêmes conditions.

L'abattement de 30 % sur la base d'imposition de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) pour les logements sociaux situés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, permet aux organismes HLM de traiter les besoins spécifiques des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

En contrepartie de cet avantage fiscal, les bailleurs s'engagent à poursuivre l'amélioration du niveau de qualité de service dans ces quartiers, en y renforçant leurs interventions au moyen notamment d'actions contribuant à la tranquillité publique, à l'entretien et à la maintenance du patrimoine, à l'amélioration du cadre de vie, à la participation des locataires.

Dans ce contexte, le bailleur social CDC Habitat souhaite participer financièrement à l'achat et l'installation de matériel de vidéo protection à proximité des résidences Valmy et Val de Provence et ainsi, rembourser à la commune les dépenses inhérentes aux travaux dans la limite d'un montant de 15 000 euros.

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières dans lesquelles cette opération sera menée.

Il a été exposé, arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles la commune de Grasse assurera la maîtrise d'ouvrage de l'ensemble des travaux ci-après détaillés ainsi que les modalités de participation financière de CDC Habitat

ARTICLE 2 : MISSIONS DE LA COMMUNE

La commune de Grasse réalisera les missions suivantes :

- 1) Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ensemble des travaux seront étudiés et réalisés.
- 2) Emission du bon de commande
- 3) Suivi et réception des travaux
- 4) Gestion financière et comptable de l'opération

A ce titre, la maîtrise d'ouvrage sera assurée par la Commune de Grasse qui en assumera toutes les obligations et les responsabilités.

ARTICLE 3 : PROGRAMME DE L'OPERATION

Les travaux consistent en l'achat et l'installation de matériel permettant d'améliorer la tranquillité résidentielle et la lutte contre le dépôt sauvage d'encombrants par la mise en œuvre de système de vidéo protection à proximité des résidences à proximité de la résidence Valmy et Val de Provence ainsi que de la voie communale Marguerite RAINERI.

Le programme détaillé de l'opération est défini dans l'annexe jointe à la présente.

Les travaux sont estimés à 41 415 euros TTC.

ARTICLE 4 : PROPRIETE DES OUVRAGES

La Commune de Grasse est seule propriétaire des ouvrages objet des présentes.

A ce titre, CDC Habitat ne pourra prétendre à aucun droit de propriété sur les locaux objets des présentes.

ARTICLE 5 : REPARTITION DES DEPENSES

Les dépenses relatives aux prestations réalisées, suivant les quantités réellement exécutées, seront prises en charge par la Commune de Grasse.

CDC Habitat participera à ces dépenses à hauteur de 15 000 euros.

A ce titre, la Commune de Grasse procédera à l'émission d'un titre de recette à l'encontre de CDC Habitat équivalent d'un montant de 15 000 euros.

Plan de financement prévisionnel

Ville de Grasse	16 415 €
Côte d'Azur Habitat	10 000 €
CDC Habitat	15 000 €
TOTAL	41 415 €

ARTICLE 6 : RECEPTION DES OUVRAGES

La réception définitive sera prononcée par le maître d'ouvrage.

CDC Habitat sera invité à assister aux réunions relatives à la réception des ouvrages.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la signature des présentes, et prendra fin après le remboursement par CDC Habitat de sa participation aux dépenses inhérentes aux travaux.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront jointes à la présente avec accord des parties signataires.

ARTICLE 9 : LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable. A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Nice

Fait à Grasse, le

**Pour CDC Habitat
Le Directeur Inter régional PACAC**

**Pour la commune de Grasse,
Le Maire,**

Pierre FOURNON

Jérôme VIAUD